

Amis, citoyens, camarades, bonjour et merci d'avoir répondu à cet appel, lancé par la Libre-pensée GFZ et dans le même temps par la LDH, bientôt rejointes par Attac, La France Insoumise, les organisations syndicales CGT-FO et CGT, Ensemble, et une association qui agace un haut fonctionnaire, au point qu'il a fermé sa porte à la présidente de Femmes Solidaires, qui pensait avoir sa place dans un débat sur la maltraitance des femmes dans notre belle société, dont la devise semble t'il reste Liberté, Egalité, Fraternité. Mais je pense que F.Sol vous en parlera mieux que moi.

Nous sommes réunis ici, parce que nos libertés sont mises à mal, aujourd'hui menacées par une loi trompeusement appelée « sécurité globale », mais ce n'est qu'une loi de plus de pure répression du peuple ; de ce peuple qui n'en peut plus de la régression sociale, du vol de ses conquêtes chèrement obtenues, souvent dans le sang.

Je vous rappelle nos derniers combats : la défense du code du travail, la sécurité sociale, le droit à la retraite, dans le domaine de l'école et de l'université, c'est ministre après ministres l'émiettement d'une administration qu'un ministre appelait « le mammoth », ce service public mis en concurrence faussée et intéressée, par le viol continu de la laïcité : cela coûte 12 milliards d'euros d'argent public, chaque année.= 120 000 postes d'enseignants. Et pour les lycéens, le SNU, service national universel, prélude des « chantiers de jeunesse » du sinistre Pétain.

Enfin depuis près de trois ans, toute manifestation pacifique est l'objet d'une répression sanglante inadmissible ; bafouant les règles de droit, jamais sanctionnés (sauf par des caricatures d'enquêtes) on voit policiers, gendarmes, CRS, anonymes (essayez de voir un numéro matricule), on les voit sur photo heureusement, viser à hauteur de tête des manifestants apeurés, rasant les murs. Ils blessent, parfois ils tuent, ils mutilent, mais aussi dans les commissariats, ils tabassent, matraquent sans raison des citoyens.

Mais certains exécutants, qui ont dû quitter l'école de police avant la fin des cours, se permettent d'agresser un homme, de forcer sa porte sans mandat, de lui tenir des propos racistes, de l'emmener au commissariat pour le frapper encore et de plus d'inventer un scénario mensonger. Mais, comme ils ne lisent pas Victor Hugo, ils ne pouvaient savoir que « l'oeil était dans la tombe et regardait Caïn ». Ils étaient en avance sur une loi qui n'est pas promulguée.

Alors, je vous cite l' **Art. 9**. DDHC 1789 : « *Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.* »

Vous avez vu l'évacuation des réfugiés de la place de la République, même le Ministre de la Police a dit qu'il était choqué- on peut le croire sincère... ! Il faudra juste qu'il en parle au sieur Darmanin, n'est-ce pas ?

Or, à Albertville, 4 enfants de 10ans interpellés, retenus 9h au commissariat. soupçonnés d'avoir tenu des propos "violents" & "inquiétants" en classe lors de l'hommage à [#Samuel Paty](#) . Stop à la répression des enfants ; ils doivent être éduqués et protégés! Là, nous avons un ministre qui signale au rectorat puis au Parquet des paroles déplacées d'enfants ; c'est grave, arrestation au domicile, retenus seuls au commissariat ; c'est une trouvaille de ces « éducateurs »

Ces braves gens, ce sont des premiers de cordée, choyés par leur petit roitelet, qui est pressé de détruire la République et veut aller de plus en plus vite dans son projet.

Il fait la guerre, il s'est entouré d'un conseil de défense ; la guerre contre qui ? Le covid ? Non, contre son peuple.

C'est pour cela que l'article 24 de ce projet de loi qui divise, y compris son camp, veut interdire de photographier les exactions de ces sbires et que, dans le même texte, il veut développer l'utilisation de milices privées.

C'est aussi pour terroriser les journalistes que ces dispositions sont prises. Elles sont anticipées comme on l'a vu avec l'arrestation arbitraire de la journaliste de France 3. Et d'autres sont leur cible tous les jours. Un autre moyen de répression contre les étudiants : un piquet de grève ou une occupation, serait puni de 3 ans de prison et 45 000€ d'amende.

Il va devoir augmenter les bourses des étudiants !

Je tiens à vous rappeler l'article 35 :« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » — [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793](#),

Pour le groupe Fred Zeller, lutter ensemble contre la loi de "sécurité globale" est une nécessité que la violente répression contre les réfugiés, place de la République à Paris, ne fait que renforcer. Les exactions de la police doivent cesser partout . Et pas d'aménagements du projet de loi, mais RETRAIT pur et simple.

Des rassemblements sont déjà annoncés dans de nombreuses villes du pays, Tous les jours de nouveaux appels à marcher ou à se rassembler sont proposés.

RETRAIT DE LA LOI DE SECURITE GLOBALE

RETRAIT DE LA LOI DE SECURITE GLOBALE